



10ème CONGRÈS INTERNATIONAL TURCO-AFRICAIN

DÉCLARATION DE DAKAR

Le 10ème Congrès International Turco-Africain, sous le thème principal de « **Commerce, Investissement et Concurrence en Afrique: Nouvelles Opportunités** » a été organisé par l'Institut Africain de TASAM (Centre d'Études Stratégiques Turco-Asiatique) avec la coopération du Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Exterieur de la République du Sénégal et de l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) à **Dakar au Sénégal, du 19 au 21 novembre 2015**.

Dans le cadre du congrès, cinq sessions ont été organisées sous les thèmes suivants : « **Les perspectives économiques de l'Afrique** », « **Le commerce en Afrique** », « **La carte d'investissement en Afrique et la distribution sectorielle** », « **La perspective concurrentielle en Afrique** » et « **Les relations Turco-Africaines : opportunités et attentes** ».

Lors de la cérémonie d'ouverture, l'**Ambassadeur (R) Mr. Murat BİLHAN**, Vice-Président de TASAM a accueilli les participants et inauguraté le congrès. **S.E. Ms. Khoudia MBAYE**, Ministre de la Promotion des Investissements, des Partenariats et du Développement des Télé-Services de la République du Sénégal, **S.E. Ms. Nilgün ERDEM ARI**, Ambassadeur de la République de Turquie à Dakar, représentant **S.E. Mr. Feridun SİNİRLİOĞLU**, Ministre des Relations Extérieures de le Turquie, **S.E. Mr. Mankeur NDIAYE**, Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Exterieur de la République du Sénégal ont tous tenu des discours sur l'importance de l'événement pour la Turquie ainsi que pour les pays africains.

Bon nombre de ministères et sous-secrétariats de la Turquie, l'Union Africaine, des institutions expertes, les organisations économiques régionales africaines de premier ordre, des institutions financières, les Chambres de commerce et d'industrie africaines, des Centres d'incitation à l'investissement, des Zones Franches Économiques, des organismes de tutelle du Monde des affaires, les Sociétés de conseil, des Entreprises d'Investissement et les Représentations Diplomatiques des pays africains à Ankara et de Dakar ont pris une part active au congrès. Les représentants des organisations internationales diverses et des ambassades européennes à Dakar ont également pris part au congrès.





Le congrès a commencé en attirant l'attention sur le changement des conditions économiques sur le continent africain. Le processus de développement de l'Afrique a été présenté de façon détaillée en utilisant des données à jour. La coopération multilatérale, les opportunités d'affaires et d'investissements, les relations économiques et commerciales entre l'Afrique et la Turquie ont aussi été soulignées.

Le congrès a continué en mettant en lumière l'économie mondiale ainsi que la perspective politique, qui constituent des défis importants d'adhésion aux efforts de coopération en améliorant la compétitivité, le commerce et les investissements entre la Turquie et le continent africain. À la suite de la crise économique mondiale de 2008, une récupération lente de l'économie des Etats-Unis, le retrait des marchés émergents de la création de bien-être, et les difficultés au sein de l'Union européenne ainsi que la mobilité humaine massive et des problèmes de sécurité à travers le monde ont aussi été mentionnés et l'accent a été mis sur le fait que ces éléments dominent encore l'agenda du monde des affaires. L'impact de l'économie ralentissante chinoise sur la performance des économies exportatrices des produits de bases, particulièrement en Afrique sub-saharienne a été souligné. La chute des prix du pétrole a été mis en avant comme étant un facteur affectant les pays en voie de développement exportateurs de pétrole, parmi lesquels certains pays africains tels que le Nigeria, l'Angola et le Sudan. La baisse des prix du pétrole a également affaibli l'économie de la Russie, un des principaux pays exportateurs de pétrole, qui fléchit maintenant ses reflexes militaires, en commençant par la Syrie. Ces divers facteurs étaient donc présentés lors du congrès comme étant les pilotes des futures relations entre l'Afrique et la Turquie.

Le congrès a également fait mention du Partenariat Trans-Pacifique (PTP) qui est déjà achevé, ainsi que des négociations en cours pour le Partenariat de Commerce et d'Investissement Trans-Atlantique (PCIT). Ces deux partenariats couvrent à eux seuls 80% de l'économie mondiale. Il a été ainsi convenu que le PTP et le PCIT pourraient aboutir à la marginalisation des pays non inclus dans ces partenariats, y compris les pays à forte population tels que la Chine et l'Inde. Par ailleurs, ces accords pourraient aussi avoir des impacts néfastes sur l'Afrique et l'Amérique Latine.

Suite aux récentes déclarations faites lors du G20 qui s'est tenu à Antalya en Turquie, le congrès a ainsi souligné les impacts négatifs de la récente dissolution de l'économie globale et des problèmes qui en découlent conséquemment. L'importance de l'inclusivité, la mise en œuvre et les investissements visant à réduire la pauvreté, la promotion de la protection de l'environnement et la création des emplois à travers la croissance économique, sont autant de points qui ont été rétablis au cours du congrès. Les investissements à grande échelle entrepris en utilisant les fonds primaires mobilisés à partir des économies excédentaires telles que la Chine et l'Inde, en particulier dans les





zones d'investissements infrastructurelles et d'énergie, étaient mis en exergue comme étant d'importants facteurs pouvant remédier aux effets néfastes de la crise économique globale en cours, et rejoignant les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unis récemment rétablis. L'élimination de l'impact de la crise de 2008 fournirait ainsi une opportunité de taux de croissance plus rapides en Afrique sub-saharienne.

Sous cette toile de fond, le commerce et l'investissement entre l'Afrique et la Turquie ont été explorés. A cet effet, le dixième Congrès Turco-Africain s'est appesanti sur les sujets de performances macro-économiques, des obstacles et opportunités dans les domaines de commerce et investissement. Le congrès a également soulevé d'éventuels domaines d'amélioration de possibilités d'affaires qui vont ainsi pointer du doigt la lutte contre la pauvreté, la création de l'emploi ainsi que la protection de l'environnement. La création d'une atmosphère de collaboration qui conduira à la formation d'une situation économique *gagnant-gagnant* à en effet été le point focal du congrès.

Il a été souligné depuis des décennies que la performance macro-économique du continent Africain a été particulièrement remarquable. En plus de l'augmentation de la demande croissante venant de la Chine et l'Inde, la demande des produits de base africains par les autres pays en voie de développement ont contribué positivement à la croissance économique. Les Prix favorables des produits de bases ont aussi aidés. La découverte de nouvelles ressources naturelles telles que les minerais de fer en Sierra Léone et au Liberia, le pétrole brut au Niger et Ghana ont aidé dans leurs recettes d'exportations. Les PPTE et l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM) ont amélioré l'espace budgétaire pour des Investissements plus élevés à travers les annulations considérables de dettes. Les reformes administratives ont été appliquées avec succès dans plusieurs pays africains. En moyenne, la dette extérieure a chuté, le budget disciplinaire atteint, l'inflation a baissé, le revenu par habitant et les flux financiers ont augmenté. En bref, il ya eu une amélioration considérable dans le paysage de l'investissement durant la décennie dernière. Ces développements positifs ont conduit à une demande croissante d'investissements plus large en termes d'infrastructure, mine et développement d'énergie ; ces sujets ont d'ailleurs été soulevés et mis en exergue au cours des sessions deux et trois du congrès.

Par ailleurs, le congrès a noté que les problèmes qui sont attachés à la pauvreté, les conflits d'intérêts entre capitaux privés et protection de l'environnement, les changements climatiques, l'atténuation, la désertification, la migration et le manque de technologie pour une compétitivité renforcée sont encore persistants. Il a été souligné que le continent continue de dépendre des exportations de produits de premières nécessités. Ainsi, le lien entre la croissance économique et la





création d'emplois a été plutôt faible. Les investissements ont eu un impact positifs sur l'économie des pays de l'Afrique sub-saharienne mais n'a contribue que marginalement à la transformation structurale. Les investissements n'ont donc pas contribué à la réduction de la pauvreté de manière efficace.

La réalité Africaine à aussi mis en avant l'importance pour les envois de fonds des travailleurs en particulier lors de la persistante présence des faibles taux d'épargne. Ceci nécessite d'améliorer les entrées intérieures des Investissements Directs Etrangers (IDE). Ceux-ci sont surtout canalisés à travers l'appui budgétaire du gouvernement et les cibles des investissements d'infrastructure. Les IDE contribuent aussi à la croissance du PIB mais n'aide pas dans la réduction de la pauvreté. La menace de la fuite des capitaux accroît la vulnérabilité aux chocs extérieurs. La lourde bureaucratie et l'approvisionnement énergétique insuffisante irrite les entrées d'IDE. Il a été convenu que pour accroitre les investissements, l'image positive des nations ainsi que les opportunités d'investissements spécifiques doivent être promues. Ces questions qui entravent la performance économique et empêchent les collaborations ont été débattues en détails tout au long du congrès.

Il a été remarqué par ailleurs que, la plupart des investissements dans l'Afrique sub-saharienne sont fait par les gouvernements, en particulier dans les domaines du transport et de l'énergie. Le rôle des gouvernements dans le milieu des investissements semble être important et va très probablement se poursuivre dans la nouvelle ère. Cependant, l'accent était mis sur le besoin d'améliorer les régimes d'investissements régionaux et nationaux à travers les financements et l'élimination des obstacles au libre-échange. Il a été soutenu que, si cela est fait, la collaboration entre la Turquie et les pays d'Afrique pourrait se développer beaucoup plus rapidement. Il a également été convenu que, les régimes de renforcement de capacités doivent être obtenus a travers des cadres politiques réalistes, et trouver 'des solutions africaines aux problèmes africains', dans lesquels la Turquie peut être une contribution précieuse à un tel effort. Une recherche supplémentaire est nécessaire pour explorer et établir des dynamiques de création de chaînes de valeur compétitive dans le but d'informer les collaborations entre l'Afrique et la Turquie, comme convenu lors du congrès.

Il a été aussi fortement mis en exergue que, une compétitivité internationale accrue viendra de l'industrialisation, et un tel effort devrait être organisé autour des secteurs d'investissements privés et une chaîne de valeur de coordination par les gouvernements turc et africain. Il a été soutenu que, le développement du capital humain doit être accéléré et le développement des infrastructures a besoin d'être intensifié. L'Afrique semble avoir besoin d'une stratégie d'industrialisation qui investit dans l'infrastructure, la science, la technologie et l'éducation, et la Turquie peut être un partenaire approprié à cet égard. Il a été soutenu que, la collaboration dans ces secteurs devrait être atteinte





par la promotion des 'partenariats public-privé' et cela doit être centré sur des personnes. Le partage du pouvoir et de la réforme pour améliorer la participation dans les prises de décision devrait améliorer l'efficacité et faciliter la participation du secteur privé au développement.

Il a été convenu que la relation entre la Turquie et l'Afrique a grandi en force de diverses manières au cours de la dernière décennie. Il existe néanmoins une nécessité d'amélioration, afin d'atteindre le plein potentiel dans les domaines tels que l'agriculture, l'éducation, le marketing, le tourisme, les soins de santé et la responsabilité sociale, ainsi que dans les domaines du commerce et de l'investissement. Le congrès a aussi mis en avant le besoin de développer la collaboration dans le secteur financier et l'extension des services d'assurance dans la communauté des affaires, qui pourrait ainsi aider à booster l'interaction entre les secteurs privés en abordant les questions de gestion des risques. Les investissements des compagnies turcs en Afrique se focalisent sur la circulation des monnaies, les politiques gouvernementales et le rapatriement des bénéficiaires. Pour attirer les investissements turcs dans le continent, les conditions dans ces domaines doivent impérativement être améliorées.

Il a été convenu que, dans un monde multipolaire, le commerce bilatéral ainsi que les accords d'investissements, le tourisme culturel (tourisme de santé et autres), et les échanges éducatifs semblent avoir une importance croissante qui nécessite une action gouvernementale avec les parties partenaires. Ainsi, l'un des résultats importants du congrès était de réaliser la négligence de l'étude des structures sociales, des traditions, langues et des espaces culturels qui pourraient aider à l'amélioration des interactions sociales réciproques et des pratiques commerciales. Ceci a été souligné particulièrement lors de l'évaluation de l'état des affaires mondiales autour de la sécurité, la migration et le changement climatique. Il a été mentionné que ces problèmes contemporains ne peuvent être résolus et compris que dans un cadre inter disciplinaire qui inclut également une étude creuse de la linguistique, l'anthropologie, la sociologie, les relations internationales et la politique économique. Ce résultat permet ainsi au congrès d'esquisser un agenda futur pour de plus amples travaux intellectuels à venir, dans les interventions turco-africaines.

21 novembre 2015, Dakar

